

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité territoriale du Bas-Rhin
Equipe Centre

Strasbourg, le 6 janvier 2014

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement / Visite de contrôle du
3 décembre 2013
Société SOPREMA à Strasbourg

- 1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant**
- 2. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 3. Thèmes de la visite et référentiels**
- 4. Installations contrôlées**
- 5. Constats**
- 6. Conclusion**

1. Inspecteur(s), personne(s) rencontrée(s), dirigeant

Inspecteur (s) :

- Mme X

Personne (s) rencontrée (s) :

- M. X
- Mme X
- M. X
- M. X

Dirigeant de l'établissement contrôlé :

- M. X

2. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal** : articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement,
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité** : autorisation, arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 avril 2005 complété par les arrêtés préfectoraux du 12 décembre 2005, du 29 février 2012 et du 16 mai 2012 (RSDE),
- **Date et horaire de la visite** : 3 décembre 2013, de 9h00 à 18h00
- **Numéro SIIIC et adresse du site visité** : n° 0781, 14, rue Saint-Nazaire 67 100 Strasbourg,
- **Type de contrôle** : Visite approfondie
- **Nature du contrôle** : Contrôle planifié
- **Circonstance du contrôle** : Contrôle annoncé par mail le 2 octobre 2013

3. Thèmes de la visite, enjeux, référentiels

La visite de contrôle se déroule en trois temps :

- introduction par le directeur industriel du groupe, pour faire un premier retour sur l'incendie survenu la veille à l'usine de X. Un mauvais réglage du nouveau four qui venait d'être installé a entraîné l'échauffement excessif d'une palette de stockage de membranes d'isolation phonique, qui a pris feu puis embrasé les palettes voisines. Ces produits ne sont pas fabriqués sur Strasbourg mais un four identique devrait être installé dans l'atelier de fabrication de membranes bitumineuses prochainement.
- une matinée inspection en salle et sur site afin de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 20 août 2012 et de mener un contrôle du four et du stockage de membranes bitumineuses suite à l'incendie qui s'est produit sur l'usine de X le 2 décembre 2013. Le contrôle sur site permet notamment à l'inspecteur de visualiser les installations de l'atelier PMMA et le silo de stockage de pet coke pour lesquels un projet d'arrêté complémentaire est en cours de rédaction.

- l'après-midi en salle afin de discuter le contenu de l'étude d'odeurs réalisée ainsi que de la cartographie des pollutions. Un arrêté préfectoral complémentaire réglera l'atelier PMMA mais aussi le stockage et la mise en œuvre du pet coke ainsi que les émissions d'odeurs sur le site. Un projet est présenté et discuté avec l'exploitant. Enfin, les sujets IED, garanties financières et l'avenir du site ont été évoqués.

4. Installations contrôlées

Atelier étanchéité liquide, local de broyage des plastiques, silo de pet coke, four de rétraction des membranes bitumineuses et stockage des membranes bitumineuses.

5. Constats

5.1/ Arrêté de mise en demeure du 20 août 2012

5.1.1/ Article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 20 août 2012

L'exploitant a transmis au Préfet du Bas-Rhin en date du 13 septembre 2013 un courrier expliquant les raisons pour lesquelles il n'est pas en mesure de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 20 août 2012. Dans ce courrier, il propose des mesures compensatoires afin d'éviter tout risque d'effet domino en cas d'incendie dans l'atelier polyuréthane. Ces mesures compensatoires sont prises en compte dans l'étude de danger présente dans le porté à connaissance qui concerne le projet X (réorganisation de l'atelier polyuréthane afin d'ajouter un atelier de fabrication de PMMA) et transmis au Préfet du Bas-Rhin en date du 16 septembre 2013.

L'étude de dangers ainsi réalisée démontre que dans des conditions d'exploitation conformes à celles décrites dans la note d'information X, il n'y a pas de risque d'effet domino entre l'atelier PUR et l'atelier PMMA ni entre les autres installations. Les conclusions précisent que suite à la mise en place de murs coupe feu, les effets thermiques restent confinés dans le périmètre d'exploitation de l'atelier de fabrication de produits d'étanchéité liquides (PUR+PMMA).

L'inspection du local broyage des plastiques a permis de constater que son exploitation est conforme aux conditions énoncées dans le porté à connaissance X.

Le contrôle des installations a permis de vérifier que celles-ci sont exploitées conformément à ce qui est présenté dans l'étude de danger du Porté à connaissance X. L'exploitant a présenté à l'inspection les factures des murs coupe-feu deux heures nouvellement réalisés.

L'inspection conclue donc que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant suffisent à prévenir et maîtriser les risques incendie. Celles-ci seront réglementées par voie d'arrêté complémentaire.

Remarques:

- lors de la visite de contrôle de l'atelier, l'Inspection a constaté la présence de deux fûts de liquides inflammables et de bidons de produits chimiques dans deux zones qui apparaissent vides dans l'étude de danger. Ces derniers ont été immédiatement déplacés de sorte à ce que le stockage soit conforme à ce qui est décrit dans le porté à connaissance X;
- une porte de l'atelier de broyage des plastiques n'est pas coupe-feu mais l'exploitant a fourni à l'Inspection un bon de commande signé pour cette porte.

5.1.2/ Article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 20 août 2012

L'exploitant a transmis au Préfet du Bas-Rhin en date du 13 septembre 2013 un courrier précisant les modifications apportées au stockage de ses matières premières afin de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 20 août 2012.

Le contrôle sur site des installations a permis à l'inspection de constater le respect des distances d'éloignement entre les isocyanates et les liquides inflammables. L'inspection conclue que les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 20 août 2012 sont respectées.

5.2/ Visite des installations de stockage de coke de pétrole micronisé

L'Inspection constate que le silo de stockage de coke de pétrole micronisé est installé conformément au porté à connaissance déposé en Préfecture le 18 novembre 2013. Les consignes d'exploitation sont affichées au niveau du silo, la défense incendie est assurée par deux extincteurs plus deux extincteurs poudre de 50 kg. L'exploitant profite des travaux inhérents à la mise en œuvre de cette nouvelle matière première pour optimiser son circuit de produits pulvérulents et remplacer une partie des tuyauteries de bitume.

Ce silo fera l'objet de prescriptions par voie d'arrêté complémentaire.

5.3/ Visite des installations de stockage des membranes bitumineuses et du four de rétraction

Ce point de la visite fait suite à l'incendie survenu sur les stockages de produits d'isolation phonique de l'usine de X le 2 décembre 2013.

Un nouveau four de rétraction a été installé dans l'atelier de fabrication de membranes d'isolation phonique. Un mauvais réglage de celui-ci a entraîné une surchauffe de la palette qui s'est embrasée. Le mistral qui soufflait ce jour-là a suffi à embraser le reste du stockage en quelques minutes. Le feu a été maîtrisé en deux heures et les eaux d'extinction confinées, les fumées ont été analysées et contenaient essentiellement du CO₂, aucune pollution n'est à déplorer.

Sur le site de Strasbourg, se trouve un four de rétraction pour lequel il n'y a pas de prescriptions spécifiques dans l'arrêté d'autorisation de 2005 ni dans les arrêtés complémentaires. Ce four est un ancien modèle, n'a jamais présenté de problème de dysfonctionnement et est entretenu par la société X (l'exploitant a présenté à l'Inspection les rapports de contrôle). Il sera remplacé par le même modèle que celui de X et une attention toute particulière sera portée au process durant la phase de réglage.

Le produit mis en cause à X (isolation phonique) n'est pas fabriqué sur Strasbourg. L'Inspection s'est tout de même rendue sur l'aire de stockage des membranes bitumineuses. Environ 3500T de membranes étanchéité sont stockées en extérieur sur palettes. Cette quantité est conforme aux quantités autorisées par l'arrêté complémentaire du 29 février 2012.

5.4/ Stratégie de défense incendie

L'exploitant présente à l'Inspection sa stratégie de défense incendie.

Il dispose d'un POI ainsi que d'un plan de défense incendie. Ce dernier a été établi en partenariat avec le SDIS, validé fin 2013 et transmis au SDIS. En cas d'incendie, le bateau Europa 1 interviendrait depuis la darse.

Une convention a été signée avec le SDIS pour des exercices de grimpe et des exercices sur le site dans sa globalité. Le prochain aura certainement lieu au niveau du stockage de coke de pétrole micronisé afin que les pompiers connaissent cette nouvelle installation.

En interne, l'exploitant dispose d'équipiers de première intervention, d'extincteurs, de RIA, de zones sprinklées et de détection incendie (l'ensemble des détecteurs du site viennent d'être remplacés).

L'exploitant réalise des exercices réguliers (dans tous les cas au moins une fois par an) sur le risque chimique et le risque incendie. Les compte-rendus de ces exercices sont consignés dans un registre de suivi qui a été présenté à l'Inspection.

Un conseiller à la sécurité audite le site dans le cadre de la réglementation sur le transport de matières dangereuses et vérifie tout ce qui touche à la sécurité du site.

Observation : l'inspection ne dispose pas du POI du site et demande à l'exploitant de bien vouloir lui transmettre ainsi que son plan de défense incendie et la convention avec le SDIS.

5.5/ Divers

- RSDE : l'exploitant va répondre au Préfet sur ce point, ils vont intégrer le zinc dans leur surveillance des rejets aqueux pour 2014 ;
- Étude d'odeurs : l'expertise de l'étude d'odeurs du 11 septembre 2013 envoyée par l'exploitant au Préfet du Bas-Rhin met en avant un débit d'odeurs important au

niveau de l'atelier d'enduction et plus particulièrement des rejets des 5 malaxeurs. Le scénario retenu dans l'étude est le scénario le plus majorant : le malaxeur qui rejetait le plus a été mesuré et le débit multiplié par 5. Dans la réalité les 5 malaxeurs ne sont pas à la même étape du mélange tous en même temps et rejettent donc de manière très différente. Néanmoins, les travaux qui vont être entrepris sur ces malaxeurs devraient réduire les émissions d'odeurs. Des prescriptions complémentaires seront établies par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

- Cartographie des pollutions : l'article 3.3 de l'arrêté complémentaire du 29 février 2012 prescrit la réalisation d'une cartographie des pollutions au regard du site. Cette cartographie des pollutions montre une pollution au naphthalène sous l'atelier de production de mastic et de vernis actuellement en exploitation. Les études complémentaires réalisées montrent que la pollution reste confinée au sein du site mais préconise tout de même la mise en place d'un nouveau piézomètre afin de surveiller des impacts éventuels sur la nappe phréatique. L'ensemble de ces études sera transmis prochainement au Préfet du Bas-Rhin.
- IED : l'exploitant va transmettre au Préfet du Bas-Rhin son argumentaire visant à démontrer qu'il n'est pas soumis à la rubrique 3410.h de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.
- Garanties financières : l'exploitant va transmettre au Préfet du Bas-Rhin son argumentaire visant à démontrer qu'il n'est pas soumis aux garanties financières.
- Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à réglementer l'atelier d'étanchéité liquide, le stockage de coke de pétrole micronisé et les émissions d'odeurs a été discuté avec l'exploitant.
- Les projets futurs du site de Strasbourg ont été évoqués : souhait de l'exploitant d'avoir un arrêté consolidé qui inclurait le siège et l'agence travaux, réorganisation du site afin de créer un nouvel atelier de production d'étanchéité liquide, projet mené avec un architecte pour réhabiliter le site et enfin la création d'une citerne de stockage de bitume Calypso 2.

6. Conclusion

Situation irrégulière :

Sans objet

Non-conformités

Sans objet

Autres constats à portée réglementaire

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 25 avril 2005 seront modifiées et complétées par voie d'arrêté complémentaire en ce qui concerne l'atelier d'étanchéité liquide, l'atelier de broyage de plastiques, le stockage de coke de pétrole micronisé et les émissions d'odeurs.

Observations

L'exploitant transmet à l'inspection son POI ainsi que son plan de défense incendie et la convention signée avec le SDIS.

L'exploitant veillera à ce que le stockage au sein de l'atelier d'étanchéité liquide soit conforme à ce qui est présenté dans le porté à connaissance X.

L'exploitant informera l'Inspection quand la porte coupe-feu de l'atelier de broyage de plastiques sera installée.

Questions

Sans objet

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines

Signé